



**Sapeurs-Pompiers
du Var**

Direction départementale

GROUPEMENT PREVISION

Service : DFCI/RN

NUMERO : **009491**

Affaire suivie par : NP

Téléphone : 04 94 60 37 93

Fax : 04.94.60.37.50



Draguignan, le

10 SEP. 2019

Le Directeur Départemental

à

Monsieur le Maire

Hôtel de Ville

83 670 PIERREFEU-DU-VAR

Objet : Commune de : **PIERREFEU-DU-VAR – PLU**

PJ : - fiches techniques accessibilité par catégorie de bâtiment
- dispositions constructives générales

En vertu de l'article L.1424-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Service Départemental d'Incendie et de Secours dispose d'une compétence en matière de prévention, protection et lutte contre l'incendie. Dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, le SDIS, en tant que personne publique associée, formule un avis de manière générale en matière de défense et de lutte contre l'incendie, mais également sur le risque feu de forêt.

Après avoir pris connaissance du PLU arrêté le 2 juillet 2019, veuillez trouver ci-après les recommandations techniques liées à l'intervention des secours sur votre commune conformément à :

- Code de l'Urbanisme, article R111-2, art. R111-5 ;
- Code de la Construction de l'Habitation, art. R111-13 ;
- Arrêté du 31/01/86 modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation ;
- Arrêté préfectoral n°2017/01-004 approuvant le règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie ;
- Arrêté préfectoral du 30 mars 2015 portant règlement permanent du débroussaillage obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le département du Var.

La commune est exposée au risque feu de forêt tel que le rappelle le (nouveau) code forestier L 133-1 :

« Sont réputés particulièrement exposés au risque d'incendie les bois et forêts situés dans les régions Aquitaine, Corse, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur [...] »



Sur l'ensemble de la commune, la Défense Extérieure Contre l'Incendie est insuffisante en quantité et qualité. L'arrêté municipal relatif à la DECI (art. R2225-4 du CGCT) n'a pas été pris. Le schéma communal de DECI (art. R2225-5 et 6), certes facultatif, n'a pas été réalisé.

I - Zones U

1. Prescriptions générales :

La poursuite de l'urbanisation dans ces zones doit s'accompagner :

- De la mise en œuvre des élargissements de voiries en tenant compte du nombre d'habitations desservies :
 - 4 mètres de 1 à 10 habitations ;
 - 5 mètres de 11 à 50 habitations ;
 - 6 mètres au-delà de 50 habitations.
- Du maillage des voies en supprimant au maximum les culs de sac ;
- De la réalisation d'aires de retournement d'au moins 200 m² ou un té à l'extrémité de tous les culs de sac ;
- Du débroussaillage réglementaire conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2015.

Des cheminements intérieurs à des projets spécifiques (type éco quartiers) de longueur inférieure à 60 mètres et de largeur minimum de 1,80 mètre, permettant le passage des dévidoirs mobiles, pourront être créés afin de desservir des habitations de 1^{ère} et 2^{ème} famille sous réserve d'une étude au cas par cas.

En outre, afin de respecter les distances d'isolement, les distances entre les constructions et la limite séparative devront être portées à 4 mètres, sauf dans le cas de façades aveugles en vis-à-vis.

Accès et voirie

Les voiries d'accès devraient être à double issue sur les voies principales ouvertes à la circulation publique pour permettre aux véhicules de secours de circuler sur tout le pourtour de chaque zone.

Ces voies d'accès qui constituent également la desserte de ces zones devraient posséder les caractéristiques suivantes (cf. Arrêté du 31/01/1986 modifié/ article R111-13 du Code de la Construction et de l'Habitation) :

- largeur minimale de 6,00 mètres, bandes de stationnement exclues ;
- Force portante calculée pour un véhicule de 19 Tonnes ;
- Rayon intérieur minimum R : 11 mètres ;
- Sur-largeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres (S et R exprimés en mètres) ;
- Hauteur libre au-dessus de la voie de 3,50 mètres ;
- Pente en long inférieure à 15%.

Ces voies seront raccordées à celles des secteurs urbanisés contigus afin de former une voie périphérique de l'ensemble des zones urbanisées. S'il n'existe pas de constructions contiguës, des réservations devront être réalisées en prévision d'un raccordement avec les voies futures.

Les voiries internes aux projets d'aménagement (dessertes) auront les caractéristiques suivantes :

- Largeur minimale de 5,00 mètres bandes de stationnement exclues ;
- Ces voiries seront de préférence à double issue ;
- Les culs de sac devront être de longueur inférieure à 80 mètres et équipés en bout d'impasse d'une aire ou d'un té de retournement réglementaire. Cette aire pourra être positionnée entre 50 et 60 mètres de l'extrémité du cul de sac sous réserve des dispositions réglementaires applicables aux bâtiments ;
- Force portante calculée pour un véhicule de 19 Tonnes ;
- Rayon intérieur minimum R : 11 mètres ;
- Sur-largeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres (S et R exprimés en mètres) ;
- Hauteur libre au-dessus de la voie de 3,50 mètres ;
- Pente en long inférieure à 15%.

Défense extérieure contre l'incendie

Les dispositions de l'Arrêté préfectoral n°2017/01-004 approuvant le règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie devront être respectées.

Espaces naturels, espaces libres et plantations

Le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé des zones concernées devront être conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur sur la totalité des unités foncières.

Caractéristiques des terrains - distance aux constructions voisines - densité

Une densité minimale de cinq bâtiments à l'hectare devrait être obtenue sur le territoire concerné par ces zones.

NB : les caractéristiques techniques pour chaque typologie de bâtiment (famille d'habitation, ERP, IGH et ICPE) sont précisées dans les fiches techniques en annexe.

L'ouverture à l'urbanisation des zones suivantes devra s'accompagner des aménagements suivants :

2. OAP n°1 : zone US – Centre Réal Martin

Le dessin définitif des voiries de l'OAP devra être soumis pour avis au SDIS. Celles-ci devront être conformes aux caractéristiques des voies engins et aux caractéristiques rappelées ci-dessus (paragraphe « accès et voirie »).

Destinée à recevoir des constructions à vocation d'habitation (plus de 200 logements) et des commerces en rez-de-chaussée, il conviendra de créer la DECI conforme au RDDECI : PEI avec une capacité minimum de 60 m³/h pendant 2 heures à distance de 200 mètres maximum de toute construction (Cf. AP portant règlement DECI). Il sera nécessaire d'avoir une attention particulière sur la défense incendie des parcs de stationnement qui peuvent majorer ce besoin en eau.

3. OAP n°2 : zone 1AU – Quartier de Sigou le Haut et Jean Court le Haut

Le dessin définitif des voiries de l'OAP devra être soumis pour avis au SDIS. Celles-ci devront être conformes aux caractéristiques des voies engins et aux caractéristiques rappelées ci-dessus (paragraphe « accès et voirie »).

La pente des dites voies ne devra pas excéder 15 %.

Destinée à recevoir des constructions à vocation d'habitation (40 logements), il conviendra de créer la DECI conforme au RDDECI : PEI avec une capacité minimum de 60 m³/h pendant 2 heures à distance de 200 mètres maximum de toute construction (Cf. AP portant règlement DECI).

Il sera nécessaire de créer une voie périphérique à l'interface bâti/ forêt qui sera raccordée à celles des secteurs urbanisés contigus afin de constituer la voie périphérique de l'ensemble de la zone concernée. Celle-ci devra être conforme aux caractéristiques des voies engins comme définies ci-dessus. Il conviendra d'éviter les voies en impasse.

Enfin, un débroussaillage de la zone à 100 mètres de rayon autour des habitations devra être respecté, conformément à l'arrêté préfectoral du 30 mars 2015 portant règlement permanent du débroussaillage obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le département du Var.

L'interface ainsi débroussaillée sera accessible depuis la voie périphérique par des accès non clôturés d'au moins 3 mètres de large espacés de 100 m au plus les uns des autres.

4. OAP n°3 : zone 2AU – Quartier du Pas de la Garenne

Le dessin définitif des voiries de l'OAP devra être soumis pour avis au SDIS. Celles-ci devront être conformes aux caractéristiques des voies engins et aux caractéristiques rappelées ci-dessus (paragraphe « accès et voirie »). La pente des dites voies ne devra pas excéder 15 %.

Destinée en partie à recevoir des constructions à vocation d'habitation (175 logements), il conviendra de créer la DECI conforme au RDDECI : PEI avec une capacité minimum de 60 m³/h pendant 2 heures à distance de 200 mètres maximum de toute construction (Cf. AP portant règlement DECI).

Enfin, un débroussaillage de 50 mètres de rayon autour des habitations devra être respecté, conformément à l'arrêté préfectoral du 30 mars 2015 portant règlement permanent du débroussaillage obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le département du Var.

5. OAP n°4 : Zone 3AU – Quartier du Deffens du Becasson

Le dessin définitif des voiries de l'OAP devra être soumis pour avis au SDIS. Celles-ci devront être conformes aux caractéristiques des voies engins et aux caractéristiques rappelées ci-dessus (paragraphe « accès et voirie »). Il est préconisé de créer un nouvel accès au nord du camping afin de créer une sortie de secours supplémentaire, pour la partie haute du camping, débouchant dans une zone moins exposée de la RD14. La pente des dites voies ne devra pas excéder 15 %.

Destinée à recevoir des constructions à vocation touristique, il conviendra de créer la DECI conforme au RDDECI : PEI avec une capacité minimum de 60 m³/h pendant 2 heures à distance de 200 mètres maximum de toute construction (Cf. AP portant règlement DECI).

Enfin, un débroussaillage de 100 mètres de rayon autour des habitations devra être respecté, conformément à l'arrêté préfectoral du 30 mars 2015 portant règlement permanent du débroussaillage obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le département du Var.

II - Zones A

Prescriptions générales :

Les autorisations et utilisations du sol admises dans ces zones par le règlement ne sauraient être acceptées sans la prise en compte du risque d'incendie de forêt dans le cadre des dispositions de l'article R 111.2 du code de l'urbanisme. En outre, ces autorisations doivent s'accompagner de la mise

en œuvre des dispositions de l'article R 111.5 du code de l'urbanisme au titre de l'accessibilité des moyens de secours.

Une étude au cas par cas sera nécessaire afin de déterminer la compatibilité du projet envisagé avec ces règles de sécurité (emplacement sur le terrain, accès, points d'eau, ...) et les dispositions constructives figurant en annexe pourront être demandées pour certaines constructions.

Une vigilance particulière devra être mise en place sur les projets d'agrotourisme (camping à la ferme etc.). Les structures en matériaux traditionnels devront permettre d'accueillir et de confiner les personnes présentes sur le site en cas de feu de forêt ou autres événements climatiques (orage, tempête...).

La DECI devra être ajustée aux besoins des installations et équipements existants et futurs.

III - Zones N

Prescriptions générales :

Les autorisations et utilisations du sol admises dans ces zones ne sauraient être acceptées sans la prise en compte du risque d'incendie de forêt dans le cadre des dispositions de l'article R 111.2 du code de l'urbanisme. En outre, ces autorisations doivent s'accompagner de la mise en œuvre des dispositions de l'article R 111.5 du code de l'urbanisme au titre de l'accessibilité des moyens de secours.

Une étude au cas par cas sera nécessaire afin de déterminer la compatibilité du projet envisagé avec ces règles de sécurité (emplacement sur le terrain, accès, points d'eau, ...) et les dispositions constructives figurant en annexe pourront être demandées pour certaines constructions.

Une vigilance particulière devra être mise en place sur les projets d'agrotourisme (camping à la ferme etc.). Les structures en matériaux traditionnels devront permettre d'accueillir et de confiner les personnes présentes sur le site en cas de feu de forêt ou autres événements climatiques (orage, tempête...).

Il conviendra de créer une DECI ajustée aux besoins des installations et équipements existants et futurs.

IV EMPLACEMENTS RESERVES

L'élargissement des voies et des chemins sur la commune doit pouvoir tenir compte des conditions d'accès des véhicules d'incendie et de secours. Aussi, il y a lieu de proscrire la présence de voie inférieure à 4 mètres, hormis les chemins réputés comme piétonniers.

Le désenclavement et le maillage de secteurs devront être systématiquement recherchés.

L'absence d'impasse supérieure à 80 mètres devra également être favorisée avec systématiquement la réalisation d'aire de retournement ou d'un espace d'au moins 200 m² en bout de voie, ou à moins de 60 mètres de l'extrémité de la voie.

La prise en compte des pistes DFCI retenues au PIDAF en tant qu'espace réservé permettrait de fixer les caractéristiques et l'usage spécifiques de ce type d'ouvrage dans un PLU.

V DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE (DECI)

Dans le respect de l'article L 2213-32 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) : le Maire assure la Défense Extérieure Contre l'Incendie (D.E.C.I).

La DECI est précisée aux articles L 2225-1 à L2225-4 du CGCT.

La création et l'aménagement des points d'eau d'incendie sont poursuivis en fonction de l'urbanisation existante, de son évolution et des risques de toutes natures à la charge des collectivités

territoriales, en conformité avec l'arrêté préfectoral n° 2017/01-004 du 8 février 2017, portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Var. Cette DECI est mise en œuvre à l'échelle communale dans le cadre de l'arrêté municipal à prendre (prévu à l'article R2225-4 du CGCT) et du schéma communal de DECI dont la réalisation est fortement recommandée (prévu à l'article R2225-5 et 6 du CGCT).

VI REMARQUES COMPLEMENTAIRES

Nous recommandons de faire figurer en annexe :

- l'Arrêté municipal de DECI, prévu à l'article R2225-4 du CCGT ;
- la cartographie des PEI existants et opérationnels à ce jour ;
- la cartographie des Obligations Légales de Débroussaillage (OLD) (disponible sur le site <http://statique.sigvar.org/>).

En outre, la restauration des réservoirs de biodiversité, trame verte et bleue, ne doivent pas venir en opposition du respect des obligations légales de débroussaillage.

Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Groupement Prévision
Lieutenant-colonel Jean-Claude POPPI

Copie : DDTM du Var – STOV